



DESCRIPTION DE L'OBJET DES SERVICES Programme de Vérification des Importations ("PVI")

1. BUT DU SERVICE

Le but du service (le "Service") est le suivant:

- Aider le Gouvernement Utilisateur (tel que défini ci-dessous) à optimiser ses recettes résultant de l'importation/exportation de marchandises à travers ses services douaniers, grâce à une évaluation et à une classification précises des marchandises importées/exportées ;
- Si le Gouvernement Utilisateur est membre de l'OMC ("Organisation Mondiale du Commerce"), aider ledit Gouvernement à appliquer les principes et à respecter les obligations établis par l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce de 1994 ("GATT 1994") ;
- Aider le Gouvernement Utilisateur à faire appliquer certaines règles spécifiées (marchandises interdites, règles en matière d'étiquetage...) applicable aux marchandises importées ;
- Prêter son assistance dans le cadre du processus de renforcement des capacités des services douaniers grâce à la prestation de services supplémentaires, tels que des modules de formation technique et/ou des systèmes/équipements informatiques spécialisés (accès à des bases de données d'évaluation et à d'autres données relatives à l'inspection préalable à l'expédition, mise en place d'installations destinées aux inspections, etc.).

Le Service est fourni par Bureau Veritas en stricte conformité avec les normes et les règles du Gouvernement Utilisateur et avec le Code d'Éthique de Bureau Veritas.

2. DEFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

Définitions:

"Programme de vérification des importations" ou "PVI": il s'agit de toutes les activités relatives à la vérification du prix et du tarif douanier applicable aux marchandises (selon le type, le grade et la quantité) exportées/importées vers le territoire du Gouvernement Utilisateur, dans le but exposé au Paragraphe 1 ci-dessus. Lesdites activités incluent des inspections physiques et/ou des vérifications documentaires, généralement effectuées sur le lieu d'exportation (communément appelées « inspection avant embarquement »), ou, dans certains cas, d'importation.

"Gouvernement Utilisateur": tout gouvernement ou organe gouvernemental (par ex. le Ministère des Finances ou du Commerce) ayant signé un contrat ou attribué un mandat pour l'exécution du PVI.

"Certificat": le rapport émis par l'entité Bureau Veritas chargée de l'inspection, indiquant que la quantité et/ou le prix et le tarif douanier des marchandises ont bien été vérifiés sur la base (i) des documents fournis par l'exportateur ou l'importateur, et (ii) dans la plupart des cas, d'une inspection visuelle, en fonction des exigences du Gouvernement Utilisateur. Le Certificat est uniquement destiné à être utilisé dans le cadre du processus de dédouanement, dans le pays d'importation.

"Expertise commerciale": la réalisation de l'Évaluation et de la Classification Douanière (telles que définies ci-dessous).

"Classification Douanière": la classification des marchandises selon les normes définies par le Gouvernement Utilisateur, à savoir généralement le Système Harmonisé de désignation et de codification des marchandises publié par l'Organisation Mondiale des Douanes.

"Évaluation de la valeur en Douane": la communication d'une opinion ou d'un avis (selon le Code de Pratiques de la Fédération Internationale des Agences d'Inspection - IFIA) concernant le prix indiqué par l'exportateur (ou par l'importateur, selon les cas) sur sa facture commerciale, conformément à la procédure réglementaire établie par le Gouvernement Utilisateur (par ex. le GATT 1994).

"Conteneur complet": tout conteneur qui, lors de l'inspection, contient uniquement des marchandises appartenant à un seul exportateur et destinées à un seul importateur, et qui relèvent entièrement du cadre du Programme de vérification des importations.

"Rapport d'Inspection": un rapport intermédiaire émis à l'issue de l'inspection visuelle des marchandises. Ce rapport, qui ne constitue pas un certificat et est destiné à un usage interne seulement, peut indiquer selon les cas un résultat « satisfaisant » ou « non satisfaisant ». Le terme "satisfaisant" se rapporte à (i) la concordance entre les marchandises inspectées et la description fournie à Bureau Veritas par l'importateur ou par l'exportateur, (ii) la conformité aux critères de nature réglementaire spécifiés par le Gouvernement Utilisateur du pays d'importation, ou (iii) aux conditions d'exécution de l'inspection (entraves, impossibilité d'accès, questions d'éthique, risques pour la sécurité ou la sûreté, etc.). Ce document ne concerne que l'inspection visuelle, à savoir l'une des étapes de l'Inspection préalable à l'expédition (cf. Para. 4).

"NNRF" (Non Negotiable Report of Findings) ou « ARA » (Avis de Refus d'Attestation) : un rapport destiné à l'importateur et au Gouvernement Utilisateur, émis le cas échéant après la réalisation d'une inspection physique, indiquant que le résultat de l'inspection n'est pas "satisfaisant" (voir ci-dessus) et/ou que la documentation remise par l'exportateur ou par l'importateur ne répond pas aux critères permettant l'évaluation ou la classification douanière, ne correspond pas aux marchandises inspectées, ou est incomplète.

3. EQUIPEMENTS UTILISES

Dans le cadre de l'inspection physique/visuelle effectuée dans le cadre du PVI, les inspecteurs de Bureau Veritas n'ont généralement pas besoin d'équipements particuliers, hormis des équipements de protection individuelle et appareils-photos. Toutes les opérations de manutention doivent être effectuées par l'importateur ou l'exportateur à l'aide de ses propres moyens et sous sa propre responsabilité. Des instruments de mesure dûment étalonnés (notamment des équipements de pesage si la quantité est définie par le poids) peuvent être requis sur le lieu de l'inspection.

Cependant, les Gouvernements Utilisateurs peuvent parfois exiger l'utilisation d'autres moyens, tels que des instruments de mesure du rayonnement ou des scanners à rayons-X : dans ce cas, les agents et le personnel de Bureau Veritas devront utiliser des équipements spécifiques.

4. PRESTATION DES SERVICES

Le Service comprend deux phases distinctes:

• Inspection physique/visuelle:

L'inspecteur de Bureau Veritas vérifie toutes les marchandises concernées avant leur chargement. En fonction des exigences du Gouvernement Utilisateur, l'inspecteur devra assister au



chargement du conteneur complet, du camion ou du navire, ce qui requiert l'adoption de mesures organisationnelles et logistiques spécifiques de la part de l'exportateur. Après avoir assisté au chargement, l'inspecteur appose généralement des scellés sur le conteneur/le camion/le navire. C'est à l'exportateur d'adopter les mesures nécessaires pour permettre à l'inspecteur de Bureau Veritas d'accomplir son travail dans les délais impartis, de manière efficace, conformément aux règles d'éthique, et en toute sécurité. A l'issue de l'inspection, un Rapport d'Inspection est émis, dont l'usage et la portée sont limités à ceux décrits dans la Section 2.

- **Vérification des documents et réalisation de l'Expertise Commerciale :**

Une fois terminée l'inspection avec un résultat « satisfaisant » (cf. Para. 2 ci-dessus), l'exportateur/l'importateur doit transmettre au bureau compétent de Bureau Veritas les documents définitifs : facture définitive, Connaissance Maritime, CMR ou LTA, ainsi que les autres documents que Bureau Veritas jugerait éventuellement nécessaires pour la prestation de Service. Ces documents permettront à Bureau Veritas de procéder à l'Expertise Commerciale, avant d'émettre le certificat.

Le Certificat ne sera pas émis (et sera remplacé par un NNRF) en cas d'écart :

- Au niveau de l'inspection : (i) si la qualité ou la quantité des marchandises ne correspond pas à la description figurant sur la documentation commerciale et/ou d'expédition fournie (par ex. la facture pro-forma ou définitive, la liste de colisage), (ii) si les marchandises sont manifestement en mauvais état, (iii) si l'emballage ou le conteneur ne permettent pas le transport des marchandises dans des conditions de sécurité correctes, (iv) s'il s'agit de produits interdits figurant dans la liste établie par le Gouvernement Utilisateur, (v) en cas de fraude ou de comportement contraire à l'éthique (vi) si l'inspecteur de Bureau Veritas ne bénéficie pas de conditions satisfaisantes pour effectuer son travail.
- Au niveau de la vérification documentaire : (i) en cas d'absence des documents nécessaires, (ii) en cas d'informations manquantes ou incohérentes figurant sur les documents, ou (iii) en cas de fraude manifeste (telle que l'utilisation de documents falsifiés) ou de comportement contraire aux règles d'éthique.

5. PLAN D'ECHANTILLONNAGE

Si l'expédition comporte de nombreux colis et/ou articles, l'inspection visuelle/physique ne sera pas effectuée sur la totalité des marchandises, mais uniquement par sondage, selon un plan d'échantillonnage établi par Bureau Veritas.

6. LIVRABLE FOURNI PAR BUREAU VERITAS

Le livrable qui sera fourni par Bureau Veritas est un Certificat (ou un NNRF) contenant les données suivantes (qui pourront varier en fonction des exigences du Gouvernement Utilisateur) :

- Référence de la licence d'importation officielle et/ou du dossier d'importation ;
- Date et lieu de délivrance du Certificat ;
- Nom et adresse de l'exportateur et de l'importateur ;
- Documentation de transport et/ou références de la facture définitive ;
- Description commerciale des marchandises ;
- Code de tarif douanier de chaque article ;

- Estimation de la valeur pour la Douane ;
- Estimation du montant des droits et taxes.

Le Certificat ou le NNRF est remis à l'importateur en vue du dédouanement. Les informations s'y rapportant sont également transmises aux autorités du pays d'importation.

7. LIMITES DE LA PRESENTE PRESTATION DE SERVICE

Les éléments d'évaluation figurant sur le Certificat ne représentent qu'une "opinion" ou un "avis", selon la définition du Code de Pratique de l'IFIA: les autorités du pays d'importation peuvent accepter ou refuser les données figurant sur le Certificat, en fonction de leurs propres constatations ou de leurs propres pratiques et politiques.

Le Certificat utilisé pour le dédouanement n'exonère pas l'importateur ou son déclarant de leurs propres responsabilités à l'égard du Gouvernement Utilisateur, notamment en ce qui concerne l'exactitude et la sincérité de la déclaration en douane.

Le Service est uniquement destiné à l'usage décrit au Paragraphe 1 et n'est pas destiné à :

- Régler d'éventuels conflits de nature commerciale entre l'importateur et l'exportateur, par ex. concernant la quantité ou la qualité des marchandises commandées ;
- Remplacer une inspection réglementaire ou un audit de conformité ;
- Certifier le produit selon des normes de qualité nationales ou internationales.

Par souci de clarté, Bureau Veritas ne joue pas le rôle d'assureur ou de garant concernant l'adéquation, la qualité, la bonne qualité marchande, l'adaptation à un usage spécifique ou le bon fonctionnement des produits faisant l'objet du Service.

8. COUT DU SERVICE

Le paiement du Service est généralement à la charge du Gouvernement Utilisateur du pays d'importation ou directement de l'importateur. Cependant, des tâches supplémentaires, telles que la réinspection ou des tests, peuvent être également facturées à l'exportateur.

9. AUTRES INFORMATIONS IMPORTANTES

Veuillez vous reporter aux directives ou aux fiches de données du pays d'importation, qui sont accessibles sur www.verigates.com.

Les autorités du pays d'importation peuvent mettre en place un système de gestion des risques définissant, au cas par cas, le niveau d'inspection applicable à chaque importation, y compris par l'utilisation de scanners à l'arrivée. D'autres processus réglementaires et contrôles, entre autres le contrôle de la conformité des marchandises à certaines réglementations, ou d'autres inspections à l'arrivée, lors du déchargement des marchandises, peuvent également s'appliquer.

Afin de vous aider à respecter vos obligations contractuelles tout en satisfaisant vos exigences spécifiques, Bureau Veritas peut vous proposer d'autres types de services, tels que l'inspection commerciale (vérifications spécifiques, rapports d'inspection avec photos...) et des tests, moyennant le versement d'honoraires calculés séparément. Veuillez contacter votre représentation locale de Bureau Veritas pour obtenir davantage d'informations à ce sujet.